DIPLOMATIE
MAI-JUIN-2018

DIPLOMATIE

N°92

NOUVELLE FORMULE

AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES

LES MARCHANDS D'ARMES

Commerce, trafics, réseaux, influences



POINTS CHAUDS
Qatar, Brésil, Israël, Angola, Suriname, Mauritanie

GÉOÉCONOMIE
L'Afrique et le franc CFA : enjeux et controverses

HISTOIRE
L'État face aux catastrophes naturelles

A : 10,80 € / BEL : 10,80 € / CAN : 14,70 $CAN / CH : 15,40 CHF / D : 10,80 € / DOM : 10,80 € / ESP : 10,80 € / GR : 10,80 € / ITA : 10,80 € / LUX : 10,80 € / MAR : 98 MAD
POR CONT : 10,80 € / TOM : 1900 XPF

M 05650 - 92 - F: 9,80 € - RD

Retrouvez-nous sur Areion24.news



07 / AGENDA



08 / CARTOGRAPHIE

08 – La Ghouta, l'ancien « poumon vert » de Damas dans l'enfer



10 / POINTS CHAUDS

12 – ANALYSE Jérusalem, ou l'Intifada rampante
17 – PORTFOLIO L'année 2018 verra-t-elle la création d'un « *Grand Jérusalem* » ?
18 – ANALYSE Le Brésil à la dérive
24 – ANALYSE Ruptures et continuités à la tête de l'Angola
29 – ANALYSE Le Suriname, un État atypique d'Amérique du Sud entre Amazonie, Caraïbes… et France
35 – ANALYSE La Mauritanie à la veille des élections de 2019
40 – ANALYSE Autour de la crise entre le Qatar et l'Arabie saoudite, grandes manœuvres sur la mer Rouge
45 – PORTFOLIO Les ondes de la crise qatarienne atteignent la Corne de l'Afrique



46 / DOSSIER

48 – ANALYSE Les ventes d'armes, un outil d'influence
53 – TABLEAU DE BORD Marché de l'armement : qui vend ? qui achète ?
54 – ANALYSE Les filières multiples du trafic des armes légères
58 – ENTRETIEN Transferts sur le théâtre irako-syrien : ce que nous apprennent les armes de l'État islamique
62 – ANALYSE Qui arme la guerre au Yémen ?
67 – ENTRETIEN Situations de post-conflit : comment éviter que ces « zones grises » favorisent les transferts d'armes ?
71 – PORTFOLIO Les NMPP, un temps plus grosse « cache » d'armes de France



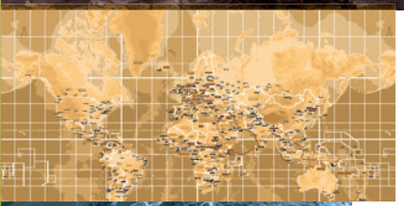
72 / GÉOÉCONOMIE

74 – ANALYSE Franc CFA : aux racines de la controverse
79 – CARTOGRAPHIE Où les billets africains sont-ils fabriqués ?
80 – ANALYSE Quel avenir monétaire pour les pays africains de la Zone franc ?



86 / HISTOIRE

87 – ANALYSE Réflexions sur les politiques compassionnelles en temps de catastrophes au regard de l'histoire



92 / ALERTES DE SÉCURITÉ

92 – CARTOGRAPHIE Alertes de sécurité dans le monde



96 / LECTURES



analyse

Par **Marc Lavergne**, directeur de recherche (CNRS), Équipe Monde Arabe et Méditerranéen (EMAM), laboratoire CITERES, Université de Tours. Auteur de www.marclavergne.unblog.fr.

Photo ci-dessus :
Vue aérienne de Doha, capitale du Qatar. Si l'émirat est sous le coup d'un blocus terrestre depuis bientôt un an, les quotidiens saoudiens se font actuellement l'écho d'une idée consistant à transformer la presqu'île du Qatar en une île, en creusant un canal tout le long des 60 km de la frontière arabo-qatarienne pour détacher le Qatar de la terre ferme saoudienne. (© Shutterstock/Ivan Kurmyshov)

Autour de la crise entre le Qatar et l'Arabie saoudite, grandes manœuvres sur la mer Rouge

Un an après le début de la crise diplomatique avec l'Arabie et ses alliés, et malgré leurs ultimatums, le Qatar a développé une série d'alliances avec d'autres acteurs régionaux rétifs aux ambitions de Riyad, dans une contre-offensive qui élargit les enjeux à toute la zone environnant la péninsule Arabique.

La crise diplomatique créée par le blocus du Qatar à l'initiative de l'Arabie saoudite et de ses alliés depuis le 5 juin 2017 s'est enlisée : les mesures d'embargo diplomatique et de blocus économique n'ont pas conduit le Qatar à résipiscence, bien au contraire...

Une opération concertée avec les États-Unis

Le défi lancé au Qatar par le prince héritier Mohamed ben Salmane (MBS) d'Arabie a sans doute été décidé lors de la visite que Donald Trump avait effectuée à Riyad deux semaines plus tôt. Le but recherché était de rétablir la suprématie menacée de l'Arabie saoudite sur le monde arabe et musulman et de restaurer le partenariat stratégique des États-Unis avec l'Arabie saoudite (1).

À la suite des accords de Genève sur le contrôle du programme nucléaire iranien, l'Iran, plus peuplé, à la main-d'œuvre mieux formée, à la gouvernance moins opaque que le royaume saoudien, offrait désormais plus d'attrait aux milieux d'affaires occidentaux. La coalition réunie en 2015 pour écraser la rébellion houthiste au Yémen devait montrer que le royaume wahhabite gardait la capacité de protéger les intérêts de l'Occident dans la péninsule Arabique, et pouvait mobiliser nombre d'amis et d'obligés au sein du monde arabo-musulman. Il s'agissait aussi de rappeler



la prééminence saoudienne aux partenaires mineurs au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Mais l'incapacité de Riyad à vaincre la rébellion au Yémen jetait un doute persistant sur l'avenir du Royaume, et de la monarchie qui avait donné son nom à un pays géré comme une propriété privée. L'élection de Donald Trump a donc été pour MBS une divine surprise : le nouveau président a immédiatement confirmé le retour à la position américaine traditionnelle dans la région.

Parmi les prétextes invoqués pour mettre fin au rôle de trublion régional joué par le Qatar depuis une vingtaine d'années figure en première ligne son soutien aux « mouvements terroristes islamistes », Frères musulmans, Al-Qaïda et Daech confondus. Or ces soutiens ne sont que les instruments d'une politique d'influence qui a son pendant en Arabie saoudite et ne reflètent en rien une position idéologique en faveur de l'islam politique. Quant à la mansuétude de l'émirat à l'égard de l'Iran, elle n'est que l'expression d'une politique réaliste fondée sur une histoire et des intérêts communs, en particulier le gisement gazier *offshore* du North Dome, partagé entre les deux pays, et d'une politique d'équilibre entre ses deux puissants voisins.

> *« Koweït-City comme Mascate ont fait preuve de courage et d'intelligence politiques, comprenant que, derrière Doha, c'étaient toutes les capitales du Golfe qui étaient visées par la tentative de reprise en main saoudienne. »*

David contre Goliath ? Une asymétrie trompeuse

Pour ses instigateurs, la reddition du Qatar ne devait être qu'une formalité : soit l'émir se soumettrait, soit il se démettrait. Que pesait le Qatar avec ses 20 000 km² et ses 250 000 citoyens, contre des Saoudiens cent fois plus nombreux sur un territoire cent fois plus vaste ? Voilà une vingtaine d'années, un ambassadeur de France à Doha me confiait : « Vous savez, ici, c'est la ville d'Auxerre ! » Certes, cela était vrai pour la taille de sa population (80 000 habitants à l'époque), et les 29 membres, hommes et femmes, du premier conseil municipal (couvrant tout l'émirat) faisaient penser à un conseil de famille. De quoi incarner une sorte de démocratie directe, même si la diversité d'origines, de castes, de tribus, de rites des citoyens de ce petit État, dont 80 % de la population réside dans la capitale, révèle de réels clivages économiques, politiques et sociaux **(2)**.

Outre la richesse apportée par les ressources gazières, la méfiance à l'égard de l'Arabie constitue un élément important de cohésion. Depuis le XVIII[e] siècle au moins, les tentatives des tribus bédouines du Nejd (plateau central d'Arabie saoudite) de s'approprier ce balcon sur le Golfe n'ont pas manqué. Et sans la « protection » britannique imposée au début du XIX[e] siècle, toute la rive sud du Golfe serait passée sous la tutelle de ces prédicateurs guerriers wahhabites. D'ailleurs, la dynastie qatarienne des Al-Thani est non seulement elle-même issue du Nejd, mais elle est plus élevée dans la hiérarchie tribale que celle des Al-Saoud. Ces choses-là comptent, dans le rapport de force actuel, et dans la perception qu'en ont ses spectateurs, du Koweït à Oman.

La légitimité du pouvoir qatarien n'est donc pas contestée, même si sa transmission ne s'est jamais faite sans heurts depuis l'indépendance ; ce pouvoir obéit à une ligne qui n'a pas varié dans la conduite des affaires du pays et il est servi par un personnel expérimenté et compétent. L'objectif est d'assurer la pérennité de cet émirat qui fut longtemps le parent pauvre au sein du CCG et a une conscience aiguë de sa vulnérabilité.

La disponibilité de ressources financières illimitées a sans nul doute beaucoup fait pour permettre au pouvoir de tenir face à un embargo qui, compte tenu de la configuration du territoire, fait figure de blocus **(3)**. Mais cette résistance doit aussi beaucoup au soutien tacite de deux des six membres du CCG, le Koweït et Oman, qui ont proclamé leur neutralité.

Le Koweït, aîné des émirats du Golfe, est toujours respecté de ses pairs pour son – relatif – avant-gardisme politique et social, pour la sage gestion de ses colossales ressources, pour son engagement ancien en faveur de la cause arabe et palestinienne, pour l'habile gestion de son encombrant entourage, entre Iran, Irak et Arabie saoudite, ainsi que pour la coexistence pacifique qui y règne entre sunnites et chiites. Il s'est proposé pour jouer, comme de tradition entre les tribus bédouines aux prises pour un pâturage ou un point d'eau, un rôle d'honnête entremetteur. En vain... mais on s'est sans doute réjoui au fond du Golfe de la leçon donnée par le Qatar à la morgue saoudienne.



Photo ci-contre :
Téhéran a immédiatement apporté son soutien au Qatar dans la crise qui l'opposait à l'Arabie saoudite et à ses alliés. Cependant, « il existe toujours entre [le Qatar] et l'Iran un grand nombre de désaccords en matière de politique étrangère », selon la déclaration du ministre qatarien des Affaires étrangères en février dernier. (© President.ir)

Quant à Oman, lui aussi facteur apprécié de sagesse et d'apaisement dans la région, son refus de rejoindre la coalition anti-Qatar n'a pas surpris. Mais son rôle a été déterminant pour permettre le maintien d'une ouverture du Qatar sur le monde extérieur. Koweït-City comme Mascate ont fait preuve de courage et d'intelligence politiques, comprenant que, derrière Doha, c'étaient toutes les capitales du Golfe qui étaient visées par la tentative de reprise en main saoudienne.

L'engagement sans réserve des Émirats arabes unis aux côtés de l'Arabie saoudite révèle quant à lui l'ampleur des changements survenus depuis la crise de 2008 dans la balance des forces entre Dubaï et Abou Dhabi au sein de la fédération. Les liens historiques, humains et économiques étroits entre

Dubaï et Doha n'ont été d'aucun poids dans la décision de Mohammed ben Zayed Al-Nahyan (MBZ, prince héritier d'Abou Dhabi) de soutenir la décision saoudienne. L'entente entre ce dernier et le prince héritier d'Arabie est si étroite qu'Abou Dhabi est devenu le modèle vers lequel MBS veut conduire son pays. Dubaï n'est donc plus en mesure de faire entendre sa voix pour défendre ses intérêts liés au commerce avec l'Iran, et qui l'ont toujours conduit par le passé à adopter une attitude plus conciliante que ses partenaires au sein des ÉAU ou du CCG.

Derrière le duel, la multiplication des acteurs et des enjeux

Cette crise a rapidement impliqué bon nombre d'acteurs sommés de part et d'autre de prendre parti ou intéressés à soutenir un champion. À l'Arabie et aux ÉAU se sont joints l'Égypte et Bahreïn, qui a perdu toute autonomie depuis l'intervention saoudienne pour sauver la monarchie lors du printemps de Manama en 2011. Ce « quatuor » a reçu le soutien d'une vingtaine de pays afro-asiatiques, dont la fidélité s'est effilochée au fil des mois, beaucoup de ces États ayant également reçu des donations ou des investissements qatariens.



Photo ci-dessus :
Le 15 novembre 2017, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, est reçu à Doha par l'émir du Qatar, Tamim ben Hamad Al-Thani. Lors de cette visite, la Turquie a réaffirmé son soutien militaire au Qatar, pays dans lequel elle dispose depuis 2016 d'une base militaire permanente qui devrait accueillir à terme 3000 soldats. (© AFP/ Yasin Bulbul/Turkish Presidential Press)

Le soutien au Qatar de la Turquie et de l'Iran est d'une autre envergure : ces deux pays y ont vu une occasion d'élargir leur champ d'intervention et d'acquérir une nouvelle stature sur la scène internationale. L'alliance apparemment contre nature du Qatar, pays arabe, d'obédience officielle wahhabite, avec la Turquie, héritière de l'Empire ottoman qui était au XIX[e] siècle encore le suzerain (de rite hanéfite) des rivages du Golfe, et avec les héritiers iraniens de l'Empire perse safavide qui embrassa le chiisme n'est pas que de circonstance. Le cheikh Hassan, collectionneur et vice-président de Qatar Museums **(4)**, me rappelait naguère, en me faisant visiter ses collections privées, que le Qatar se voyait, grâce à sa fortune, investi comme l'héritier de l'Empire abbasside qui avait donné au monde arabe son rôle de passeur entre les civilisations. Et le musée d'art islamique de Doha en témoigne aujourd'hui, qui compte dans ses collections bien plus d'artefacts de l'Inde des Moghols, de la Perse ou d'Asie centrale que d'œuvres « arabes ».

Ainsi donc l'armée turque, membre de l'OTAN, mais qui a soutenu l'État islamique et tous les mouvements terroristes actifs dans la région, voisine-t-elle avec l'armée américaine, qui bombarde depuis la base d'Al-Udeid les villes d'Irak contrôlées par l'État islamique, tandis que l'Iran des mollahs soutient le Qatar, qui a hébergé et soutenu les mouvements qui, des Frères musulmans à l'État islamique, s'opposent aux milices chiites et au Hezbollah. On le voit, la dimension ethno-religieuse ne compte que dans la mesure où elle participe à la quête de puissance et de reconnaissance sur l'échiquier régional. C'est de l'autre côté de la Péninsule, sur la mer Rouge, que l'on peut chercher les clés des comportements opportunistes de ces nouveaux acteurs qui se déploient au-delà de leurs aires classiques d'intervention.

> *« L'engagement sans réserve des Émirats arabes unis aux côtés de l'Arabie saoudite révèle l'ampleur des changements survenus depuis la crise de 2008 dans la balance des forces entre Dubaï et Abou Dhabi au sein de la fédération. »*

Du Golfe à la mer Rouge, la boîte de Pandore ?

Reflet des préoccupations liées à la recherche de relais de croissance après la fin des hydrocarbures ? Quête du contrôle des rives d'une mer libre qui voit passer les deux tiers du commerce maritime mondial ? La mer Rouge est, sur toute sa longueur et sur ses deux rives, l'objet d'une course effrénée à la prise de gages par les puissances qui s'affrontent aujourd'hui dans le Golfe **(5)**.

Le Yémen à l'encan

La descente aux enfers du Yémen depuis le printemps arabe en 2011 et l'éviction du président Ali Abdallah Saleh a été marquée par l'entrée en jeu progressive d'acteurs locaux et de leurs soutiens extérieurs, qui ont plongé le pays dans une guerre civile devenue inextricable. Si le conflit trouve ses origines dans des facteurs internes, comme la frustration née du déclin politique et économique des montagnards du pays profond, au profit des riverains des côtes, l'Arabie saoudite a voulu y voir une menace iranienne sur son flanc sud, et le prince MBS l'a entraînée depuis 2015 dans une guerre dévastatrice et ruineuse. Tandis que l'Arabie saoudite et une coalition hétéroclite soutenue par les pays occidentaux tentent en vain de déloger les rebelles houthistes de la capitale, Sanaa, leurs alliés émiriens poursuivent un objectif différent : prendre le contrôle durable de la façade maritime de l'Hadramaout, condition d'un accès au grand large. Le golfe Persique est en effet une mer fermée et vulnérable, tandis que l'avenir du commerce mondial se joue sur les rives des océans et dans les ports en eau profonde. Ses forces armées se sont donc emparées des ports de Mukalla, repris à Al-Qaïda, puis d'Aden,



siège du gouvernement « légal » du président en exil à Riyad, Abd Rabbo Mansour Hadi.
Abou Dhabi a même occupé l'île yéménite de Socotra, au large du golfe d'Aden : l'occupation de l'ancienne base militaire soviétique s'est muée en une implantation durable, avec la mise en œuvre de projets de développement touristique de luxe et d'infrastructures qui menacent l'environnement de cette île préservée **(6)**. En filigrane transparaît donc la volonté des Émirats de rendre au Yémen du Sud l'indépendance perdue en 1990 et à nouveau revendiquée en vain lors de la guerre de 1994. Cette ambition émirienne de mainmise sur le littoral du golfe d'Aden ne peut que contrarier les projets saoudiens et porte en elle le germe de conflits futurs entre les deux alliés d'aujourd'hui.

> *« La dimension ethno-religieuse ne compte que dans la mesure où elle participe à la quête de puissance et de reconnaissance sur l'échiquier régional. »*

Oman étranglé ?

Une victime collatérale de ces grandes manœuvres serait le sultanat d'Oman. Celui-ci a comme souci constant le maintien de la stabilité régionale, et la préservation de son indépendance. Mais son encerclement par les Émirats serait une menace directe contre ses intérêts économiques : la montée en puissance actuelle du port en eau profonde de Salalah, au Dhofar, conçu comme un hub de transbordement des cargaisons destinées au Golfe, mais aussi à tous les ports de la côte africaine, subirait la concurrence d'Aden, d'ores et déjà géré par Dubai Port World (DP World) **(7)**. Pris entre les intérêts concurrents de ses voisins, Oman risquerait alors de se déchirer selon des lignes de fracture internes à la société omanaise, devenue plus perméable que naguère aux influences extérieures.

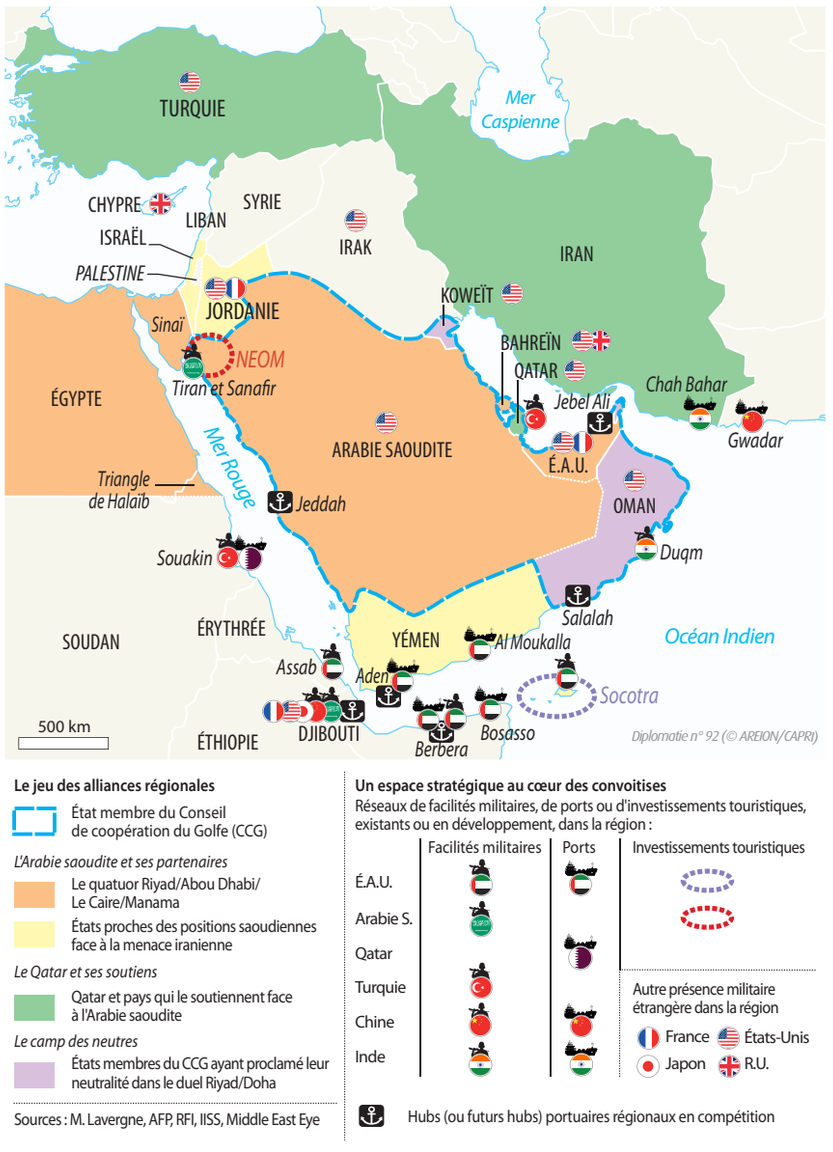
Jeu de go en mer Rouge

Mais c'est surtout vers la mer Rouge que l'attention se porte : les initiatives des puissances riveraines et régionales révèlent un jeu de go grandeur nature, où chaque joueur avance ses pions économiques et stratégiques sans toujours se soucier de coordination ou d'alliances, dans une véritable course contre la montre.

Le verrouillage du détroit de Bab el-Mandeb

Le port de Djibouti abrite désormais, outre la base aéronavale française, le *Combined Joint Task Force - Horn of Africa* (CJTF-HOA) de l'AFRICOM américain installé au camp Lemonnier, d'où sont pilotées toutes les interventions militaires secrètes ou discrètes des États-Unis sur le continent africain ; l'œcuménisme de cette plate-forme se traduit également par une présence militaire chinoise, japonaise et saoudienne. Le port de commerce est quant à lui géré par DP World **(8)**, qui traite ainsi l'essentiel du commerce extérieur de l'Éthiopie, en plein boom économique, mais enclavée.
DP World assure en même temps la remise en état du port de Berbera, ancienne base navale soviétique, située au Somaliland voisin et qui constitue une voie d'accès alternative aux hauts plateaux éthiopiens. Le fait que ce pays ne soit pas reconnu par la communauté internationale n'est pas considéré par les ÉAU comme un obstacle à une coopération militaire, ce qui exaspère Mogadiscio **(9)**.
L'armée émirienne a également créé de toutes pièces une base aéronavale d'envergure à Assab, en Érythrée, pourtant en état de guerre larvée avec l'Éthiopie depuis le conflit frontalier meurtrier de 1998-2000 **(10)**. Ce dispositif militaire et commercial des Émirats n'est que le prolongement de sa ligne de points d'appui tissée de Socotra au Hadramaout.
L'Iran doit (encore ?) se contenter de sa base navale de Djask à l'entrée du détroit d'Ormuz et de son port commercial

Guerre froide dans le Golfe : état des luttes d'influence



Le jeu des alliances régionales

État membre du Conseil de coopération du Golfe (CCG)

L'Arabie saoudite et ses partenaires

Le quatuor Riyad/Abou Dhabi/Le Caire/Manama

États proches des positions saoudiennes face à la menace iranienne

Le Qatar et ses soutiens

Qatar et pays qui le soutiennent face à l'Arabie saoudite

Le camp des neutres

États membres du CCG ayant proclamé leur neutralité dans le duel Riyad/Doha

Sources : M. Lavergne, AFP, RFI, IISS, Middle East Eye

Un espace stratégique au cœur des convoitises

Réseaux de facilités militaires, de ports ou d'investissements touristiques, existants ou en développement, dans la région :

	Facilités militaires	Ports	Investissements touristiques
É.A.U.	●	●	●
Arabie S.	●		
Qatar		●	
Turquie	●		
Chine		●	
Inde	●	●	

Autre présence militaire étrangère dans la région : France, États-Unis, Japon, R.U.

Hubs (ou futurs hubs) portuaires régionaux en compétition



Photo ci-contre :
Le 21 mai 2017, Donald Trump rencontre l'émir du Qatar à Riyad. Le président américain avait dans un premier temps semblé prendre fait et cause pour Riyad, accusant le Qatar de soutenir le terrorisme. Mais il a ensuite changé de ton et a finalement entrepris de tenter de les rapprocher. Le Qatar abrite la base d'Al-Udeid, la plus grande base aérienne américaine dans la région. Le 10 avril 2018, en pleine visite de l'émir du Qatar à la Maison-Blanche, l'administration américaine a donné son feu vert à la vente de missiles guidés au Qatar pour un montant de 300 millions de dollars. (© White House/Shealah Craighead)

de Chabahar, développé en coopération avec l'Inde pour desservir l'Afghanistan. Il est donc handicapé dans son soutien par voie maritime aux rebelles houthistes du Yémen, soumis à un blocus maritime international.

La Turquie, en revanche, deuxième armée de l'OTAN et toujours candidate à l'entrée dans l'Union européenne, cherche à renforcer sa présence économique en Afrique. Elle s'engage dans la reconquête des points d'appui historiques de l'Empire ottoman et dans la constitution d'un « front du refus » de la suprématie occidentale dans la région.

C'est ainsi qu'a été annoncée en février 2018 la cession à la Turquie du port soudanais de Souakin, appelé à devenir une base navale de première importance face au Hedjaz et aux Lieux Saints conquis par Ibn Séoud sur les Ottomans entre 1924 et 1926. Le financement des travaux de restauration du port et de construction de la base militaire sera assuré par le Qatar, pour un montant estimé à plus de 4 milliards de dollars ! Cette implantation de la Turquie, épaulée par le Qatar, en terre africaine, a plusieurs implications. Elle concrétise une alliance ancienne entre le Soudan et le Qatar qui, dès les années 1990, visait à prendre en étau l'Arabie saoudite, lorsque Oussama ben Laden avait établi sa base à Tokar, sur les rives soudanaises de la mer Rouge. Elle marque aussi le soutien apporté au Soudan dans sa confrontation avec l'Égypte. Souakin a également été, durant des siècles, le point de passage vers La Mecque pour les pèlerins du Sahel ; elle pourrait aujourd'hui, en retour, devenir la porte d'entrée de la Turquie vers ces marchés, où le Qatar, à travers son fonds souverain, a des intérêts importants. Les visées turques ne s'arrêtent pas là, puisque le pays entretient également des forces armées au Puntland et à Mogadiscio et que la visite de Recep Tayyip Erdogan en Afrique au mois de février 2018 a été l'occasion de rappeler son désir d'être un partenaire du développement sur tout le littoral de l'océan Indien **(11)**.

Entre golfes de Suez et d'Aqaba, un codéveloppement très politique

À l'entrée nord de la mer Rouge se joue un autre scénario, qui n'est cependant pas, lui non plus, sans rapport avec la crise du Golfe. En effet, le projet de doublement du canal de Suez annoncé par le maréchal Sissi, avec en perspective l'établissement de zones franches industrielles et commerciales sur ses rives, a été suivi en 2017 de l'annonce du projet NEOM par le prince MBS. Ce projet gigantesque consiste essentiellement à développer l'attractivité touristique du rivage saoudien de la mer Rouge en créant une zone extra-territoriale d'un coût de 500 milliards de dollars, loin des centres économiques et des concentrations urbaines de l'Arabie. Volet important de son plan « Vision 2030 », sans contours précis, l'annonce de ce projet avait de toute évidence pour but d'obtenir une assurance-vie pour la monarchie et pour le prince héritier de la part des marchés internationaux des capitaux. Elle a été complétée par la cession par l'Égypte des îles Sanafir et Tiran à l'Arabie saoudite, puis par l'annonce par le maréchal Sissi de son propre projet de mise en valeur du Sud du Sinaï.

On peut voir dans ces annonces visant des régions excentrées de chacun des pays partenaires une préoccupation stratégique : la concrétisation sur le terrain de l'association de quatre pays – l'Arabie et l'Égypte, rejointes par Israël et la Jordanie – proches de l'entrée méridionale du canal de Suez, unis par une crainte commune de l'Iran. Ces pays partagent la même volonté de « régler » la question palestinienne, d'éliminer le Hamas et le Hezbollah, de reprendre la main en Syrie et en Irak, et, par-dessus tout, de mettre un terme au régime des mollahs et à toute opposition à leur tutorat sur le sol de la Péninsule et de l'ensemble du Moyen-Orient. Reste à vérifier si les déclarations emphatiques et la diplomatie du carnet de chèques peuvent pallier la faiblesse des ressources humaines, les dissensions masquées entre les agendas nationaux et la versatilité possible des soutiens extérieurs, sans compter les résistances à l'ordre imposé des groupes rebelles, qui jouissent d'un certain soutien auprès des peuples de la région.

Marc Lavergne

Pour aller plus loin

• Nicolas Beau et Jacques Marie Bourget, *Le vilain petit Qatar : cet ami qui nous veut du mal*, Paris, Fayard, 2013, 304 p.

• Mehran Kamrava, *Qatar: Small State, big Politics*, Ithaca, Cornell University Press (2e éd., ePub), 2015, 233 p.

• Alexandre Kazerouni, *Le miroir des cheikhs : musée et politique dans les principautés du golfe Persique*, Paris, PUF, coll. « Proche-Orient », 2017, 272 p.

Notes

(1) Le « pacte du Quincy » scellé lors de l'entrevue entre le président Roosevelt et le roi Abd el-Aziz Ibn Séoud, le fondateur du royaume, en février1945, fragilisé par les attentats du 11 septembre 2001, avait été remis en cause par l'administration Obama.

(2) Sur la société qatarienne, voir les travaux de l'anthropologue Annie Montigny.

(3) Sur la résilience économique du Qatar, voir Younes Belfellah, « Crise du Golfe : blocus pour le Qatar, pertes pour l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis », Challenges.fr, 29 janvier 2018. [En ligne]

(4) Qatar Museums est l'autorité étatique chargée de la gestion des principaux sites culturels qatariens.

(5) Cet intérêt n'est certes pas nouveau, puisque c'est dès l'ouverture du canal de Suez que les Français s'étaient installés à Obock (sur le territoire actuel de Djibouti), puis les Italiens à Assab (côte sud de l'actuelle Érythrée), face aux Britanniques installés depuis 1839 sur le rocher d'Aden et l'îlot de Périm, verrou du détroit de Bab el-Mandeb. À l'extrémité nord, la tutelle britannique assurait dès 1916 à la Palestine et à la Transjordanie des accès à la mer par le golfe d'Aqaba.

(6) Voir https://www.alaraby.co.uk/english/indepth/2017/5/17/has-the-uae-colonised-yemens-socotra-island-paradise

(7) La firme dubaïote est l'un des principaux exploitants portuaires mondiaux et est devenue l'un des instruments de la stratégie globale d'affirmation de la fédération dirigée par Abou Dhabi.

(8) Même si la relation entre DP World et le gouvernement djiboutien autour de la gestion du port de conteneurs de Doraleh est tendue. Voir http://www.jeuneafrique.com/535355/economie/djibouti-dp-world-chasse-du-port-de-doraleh/ et http://www.africanews.com/2018/03/28/djibouti-plans-new-container-terminal-seeks-settlement-with-dp-world/

(9) Voir http://www.africanews.com/2018/03/16/uae-to-train-somaliland-forces-under-military-base-deal/

(10) Voir : https://www.tesfanews.net/analysis-uae-military-base-assab-eritrea/

(11) http://lobservateur.bf/info/index.php?option=com_k2&view=item&id=2378:visite-erdogan-un-sultan-%C3%A0-la-conqu%C3%AAte-de-l%E2%80%99afrique&Itemid=148

OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT

Chaque mois, découvrez dans nos magazines
DIPLOMATIE *(6 n°/an)* & **LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE** *(6 n°/an)*
le meilleur de la géopolitique et des affaires internationales

OUI, JE M'ABONNE OU J'ABONNE UN(E) AMI(E) :

OFFRE N°1
ABONNEMENT À DIPLOMATIE



1 AN D'ABONNEMENT • 6 NUMÉROS
❑ France métrop. **40**€ ❑ DOM/TOM/Europe **55**€ ❑ Reste du monde **70**€

2 ANS D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS
❑ France métrop. **70**€ ❑ DOM/TOM/Europe **100**€ ❑ Reste du monde **130**€

OFFRE N°2
ABONNEMENT AUX GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE



1 AN D'ABONNEMENT • 6 NUMÉROS
❑ France métrop. **45**€ ❑ DOM/TOM/Europe **60**€ ❑ Reste du monde **75**€

2 ANS D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS
❑ France métrop. **80**€ ❑ DOM/TOM/Europe **110**€ ❑ Reste du monde **140**€

OFFRE N°3
ABONNEMENT À DIPLOMATIE + LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE



1 AN D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS
❑ France métrop. **75**€ ❑ DOM/TOM/Europe **105**€ ❑ Reste du monde **135**€

2 ANS D'ABONNEMENT • 24 NUMÉROS
❑ France métrop. **140**€ ❑ DOM/TOM/Europe **200**€ ❑ Reste du monde **260**€

Offres valables jusqu'au 31/07/2018 dans la limite des stocks disponibles

MES COORDONNÉES

❑ M. ❑ Mme ❑ Melle Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
.....
.....
Code postal..... Ville.....
Pays.....
Téléphone.....
E-mail.....

JE RÈGLE MON (MES) ABONNEMENT(S) PAR :

❑ chèque bancaire ou postal, libellé en euros (à l'ordre d'AREION)
❑ par carte bancaire (VISA/ Mastercard)

N° de carte ____/____/____/____
Date d'expiration __/__
Cryptogramme ___
(3 derniers chiffres au dos de la CB)

Date et signature (obligatoires)

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.



Passez votre commande sur notre boutique sécurisée
areion24.news

À renvoyer par courrier à :
MAGAZINE DIPLOMATIE – SERVICE ABONNEMENT
c/o BACK-OFFICE PRESS –12350 PRIVEZAC
Vous pouvez également vous abonner sur Internet : **www.geostrategique.com**